



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/12
28 octobre 2021

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-huitième réunion
Montréal, 15-19 novembre 2021¹

RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2020

1. Le rapport périodique global résume les progrès et les données financières des agences bilatérales et d'exécution² au 31 décembre 2020, comme communiqués dans leurs rapports périodiques respectifs³ au Secrétariat.
2. Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution portent sur toutes les matières réglementées au titre du Protocole de Montréal. Compte tenu que les activités et projets sur les HFC ont été financés à partir des contributions régulières au Fonds multilatéral, ou au moyen des contributions supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l'article 5 souhaitant offrir un soutien pour le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali,⁴ les informations portant sur ces projets sont présentées séparément, selon la source de financement. L'analyse proposée dans le présent rapport présente les données sur toutes les substances réglementées en tonnes PAO, sauf pour les HFC, qui sont présentées en tonnes d'éq-CO₂.⁵

Processus d'analyse par le Secrétariat

¹ Les réunions et le processus d'approbation intersessions se dérouleront en ligne en novembre et en décembre 2021 à cause du coronavirus (COVID-19)

² Les agences suivantes ont remis un rapport périodique : Allemagne, Australie, Canada, Espagne, France, Italie, Japon, PNUD, PNUE, ONUDI et Banque mondiale (UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/13 à UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/17).

³ Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés sur chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité et une version papier offerte sur demande (décision 19/23). La base de données du rapport périodique global est disponible dans un chiffrier Microsoft Excel, sur le site Intranet du Comité exécutif.

⁴ Le Comité exécutif a accepté avec satisfaction, à sa 77^e réunion, les contributions supplémentaires annoncées par 17 pays non visés à l'article 5 pour permettre le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, étant entendu que ce financement ne serait offert qu'une seule fois et qu'il ne changerait en rien les contributions des pays donateurs. Les Parties contributrices sont : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

⁵ L'unité de mesure des HFC offerte dans les rapports périodiques soumis à la 88^e réunion est la tonne métrique d'éq-CO₂, conformément à la décision 84/12 a) iv) .

3. Le Secrétariat a examiné individuellement tous les rapports périodiques annuels proposés par les agences bilatérales et d'exécution. L'analyse a été effectuée en fonction des étapes déterminées pour les projets d'investissement et ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords; la date de d'émission du premier décaissement; l'état de l'achat et de l'installation de l'équipement; l'état des services offerts, y compris la formation des techniciens en réfrigération et des douaniers; le niveau de décaissement des sommes approuvées; l'achèvement opérationnel et financier du projet; et le retour des soldes.

4. Des problèmes possibles ont été soulevés pendant l'examen des projets, notamment la non-signature des accords; l'absence d'un administrateur du Bureau national de l'ozone; l'absence de rapports périodiques financiers; les retards dans le processus d'achat; l'absence de technologies de remplacement sur les marchés locaux; et les questions de sécurité dans les pays. Tous les projets pour lesquels des questions demeurent en instance présentaient un faible niveau de décaissement des fonds et/ou faisaient l'objet d'une demande de report de la date d'achèvement.

5. Le Secrétariat s'est entretenu à plusieurs reprises avec les agences bilatérales et d'exécution concernant les projets et activités pour lesquels des questions demeurent en instance et plusieurs questions ont été réglées de façon satisfaisante. En ce qui concerne les projets pour lesquels les questions n'ont pas pu être réglées, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été abordées et convenues avec les agences bilatérales et d'exécution. Les projets et activités pour lesquels un report de la date d'achèvement a été demandé sont examinés dans les documents principaux, tandis que les projets⁶ pour lesquels des questions demeurent en instance sont joints à l'annexe I aux différents rapports des agences bilatérales et d'exécution. Les recommandations seront abordées au cours des échanges sur les rapports périodiques des différentes agences à la 88^e réunion.

6. Conformément à la décision 84/45 c), le Secrétariat a recensé tous les éléments des projets pluriannuels dont la mise en œuvre accuse du retard et en a informé les agences bilatérales et d'exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat sont indiquées à l'annexe I des différents rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution.

Portée du document

7. Le présent document comprend les parties suivantes :

Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral. Elle propose un sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2020 et cumulatifs depuis 1991 pour toutes les substances visées par le Protocole de Montréal, y compris les substances de l'annexe F (HFC); un examen de l'état de la mise en œuvre de tous les projets en cours⁷ par pays; et un recensement des projets dont la mise en œuvre accuse du retard et les conséquences possibles sur l'élimination des substances réglementées, ainsi que des projets ayant des questions en instance pour examen par le Comité exécutif.

⁶ À l'exception de ceux examinés dans les documents de proposition de projet pertinents, au titre des rapports sur la mise en œuvre des projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/18), ou au titre des tranches connaissant des retards dans la mise en œuvre (UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/21).

⁷ Les projets en cours consistent en tous les projets dont la mise en œuvre avait débuté au 31 décembre 2020. Les principaux indicateurs de progrès sont : le pourcentage des sommes décaissées et le pourcentage des projets pour lesquels le décaissement de fonds a commencé; le décaissement prévu d'ici la fin de l'année en tant que pourcentage du financement approuvé; la durée moyenne des retards dans la mise en œuvre des projets; et les renseignements fournis dans la colonne des commentaires de la base de données des rapports périodiques.

Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires pour un soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC. Elle propose un sommaire de l'état de la mise en œuvre des projets de réduction progressive des HFC financés au titre des contributions volontaires.

Recommandation

8. Le document contient également les annexes suivantes :

Annexe I Un aperçu des projets et activités en lien avec les HFC, qui propose un aperçu de tous les projets et activités relevant du Fonds multilatéral, indépendamment de leur source de financement, par pays, comprenant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

Annexe II Une analyse du rapport périodique global, qui présente de l'information globale depuis la création du Fonds multilatéral jusqu'au 31 décembre 2020, en deux parties : la partie I, projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral et la partie II, projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires en soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.

Annexe III Un rapport sur les projets d'investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, qui propose un rapport périodique exhaustif des activités en lien avec les HFC financées à partir des contributions volontaires, conformément à la décision 84/12 b) et c).

9. Les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution ne comprenaient aucune question d'orientation pour examen par le Comité exécutif et aucune question d'orientation n'a été recensée pendant l'examen des projets par le Secrétariat.

PARTIE I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU FONDS MULTILATÉRAL

Sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2020 et cumulatifs

10. Le sommaire des activités et des projets entrepris par les agences bilatérales et d'exécution en 2020 et cumulatif de 1991 au 31 décembre 2020 est présenté ci-dessous :

- a) **Élimination** : Une quantité de 1 324,1⁸ tonnes PAO de consommation de substances réglementées a éliminée en 2020 et l'approbation a été donnée pour éliminer 2 133,4 tonnes PAO de plus. Au total, 289 191 tonnes PAO et 500 994 tonnes d'éq-CO₂ de consommation et 205 377 tonnes PAO de production de substances réglementées ont été éliminées par rapport à un total prévu de 469 653 tonnes PAO et 521 729 tonnes d'éq-CO₂ dans le cadre de projets approuvés, depuis 1991 (ne comprenant pas les projets annulés et transférés);
- b) **Décaissements/approbations** : Selon le rapport périodique de 2019, 78,64 millions \$US avaient été décaissés et 89,35 millions \$US de plus devaient être décaissés en 2020, ce qui représente un taux de décaissement de 88 p. cent de la somme prévue. Cumulativement, 3,16 milliards \$US des 3,38 milliards approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences), ce qui représente un taux de

⁸ Comprenant 203,5 tm (332 848 tm d'éq-CO₂) éliminées en 2020 dans le cadre de projets sur les HFC.

décaissement de 93 p. cent. Une somme de 71,9 millions \$US a été approuvée pour la mise en œuvre, en 2020;

- c) **Rapport coût-efficacité (en tonnes PAO):**⁹ Le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement menant à la réduction permanente de la consommation est de 8,41 \$US/kg depuis 1991. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production est de 4,62 \$US/kg et le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement par tonne PAO est de 4,87 \$US/kg pour les projets achevés et de 50,01 \$US/kg pour les projets en cours;¹⁰
- d) **Nombre de projets achevés :** Cent quatre-vingt-seize projets ont été achevés en 2020. Au total, 7 833 des 8 664 projets (sauf les projets annulés et transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d'achèvement de 90 pour cent;
- e) **Rapidité d'exécution, projets d'investissement :** Les projets achevés avant 2020 ont généralement été menés à terme 50 mois après leur approbation. La durée moyenne d'achèvement des projets d'investissement a été de 37 mois après l'approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 14 mois, en moyenne, après leur approbation;
- f) **Rapidité d'exécution, projets ne portant pas sur des investissements :** Les projets achevés en 2020 ont été menés à terme 38 mois, en moyenne, après leur approbation. La durée moyenne d'achèvement des projets ne portant pas sur des investissements a été de 38 mois après l'approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 12 mois, en moyenne, après leur approbation;
- g) **Préparation des projets :** Au total, 1 629 des 1 751 activités de préparation de projet approuvées en date de la fin de 2020 ont été achevées, ce qui laisse 122 activités en cours. Vingt-quatre activités de préparation de projet ont été approuvées en 2020 et 36 ont été achevées;
- h) **Retards dans la mise en œuvre :** Au total, 831 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2020 et connaissaient un retard moyen de 14 mois. Cent neuf de ces projets sont classés « projets dont la mise en œuvre accuse du retard »¹¹ et sont assujettis à la procédure d'annulation de projet (la procédure ne s'applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projets et ni aux projets de renforcement des institutions);

⁹ Comprend 335,4 tm des projets d'investissement pour les HFC. Le rapport coût-efficacité en éq-CO₂ n'est pas fourni à cause du faible nombre de projets approuvés.

¹⁰ Le rapport coût-efficacité plus élevé des projets en cours est surtout attribuable aux valeurs PAO moins élevées des HCFC et aussi aux moyens par lesquels les agences attribuent l'élimination. Le rapport coût-efficacité est de 44,06 \$US/kg pour les accords pluriannuels des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), de 23,93 \$US/kg pour la phase I des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC et de 4,16 \$US/kg pour la phase II des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC.

¹¹ Les projets approuvés depuis plus de 18 mois et pour lesquels le taux de décaissement est inférieur à 1 p. cent et les projets non achevés 12 mois après la date d'achèvement indiquée dans le rapport périodique (décision 22/61) (étant donné que cette procédure ne s'applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projet et au renforcement des institutions). Les composants des accords pluriannuels sont assujettis à la procédure d'annulation conformément à la décision 84/45 c).

- i) **Accords pluriannuels** : Un accord pluriannuel pour un plan d'élimination des SAO, un accord pluriannuel pour la production de bromure de méthyle, un plan d'élimination de la production de HFC, 188 accords pluriannuels pour des PGEH et un accord sur le contrôle et l'élimination des émissions de HFC-23 étaient en cours en 2020, et 212 accords pluriannuels ont été achevés, ce qui représente un taux d'achèvement de 52 p. cent.

Progrès dans la mise en œuvre de projets en 2020

11. Les agences bilatérales et d'exécution ont mené à terme 51 pour cent des projets qu'elles prévoient terminer en 2020 et atteint 19 p. cent de l'objectif d'élimination globale, selon les dates d'achèvement déclarées dans le rapport périodique de 2019 et les résultats déclarés dans les rapports périodiques de 2020. La date d'achèvement prévue a été reportée pour 203 des 550 projets en cours (ne comprenant pas le renforcement des institutions et les activités de préparation de projet) depuis le rapport périodique de 2019.

12. Les agences bilatérales et d'exécution ont atteint un taux de décaissement global de 88 p. cent en 2020. Par pays et région, 58 pays (et régions) ont atteint un taux de décaissement de plus de 85 p. cent, tandis que 41 pays ont présenté un taux de décaissement inférieur à 50 p. cent.

13. Les agences bilatérales et d'exécution doivent présenter à la 90^e réunion un rapport sur 109 projets en cours dont la mise en œuvre accuse du retard et 53 projets et tranches de projets pluriannuels pour lesquels un rapport de situation a été recommandé.

14. L'appendice I à l'annexe II présente des renseignements sur la mise en œuvre des projets par pays en 2020 et l'appendice II à l'annexe II résume le financement total approuvé et décaissé pour les activités du PGEH par pays.

PARTIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR UN SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC

15. Le Comité exécutif avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires pour la somme de 23,93 millions \$US (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences) au 31 décembre 2020. Le tableau 1 présente un sommaire de l'état de ces projets.

Tableau 1. État des projets approuvés en lien avec les HFC à la fin de 2020

Type	Nombre de projets			Financement (\$US)*			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvés	Décaissement	Solde	% de décaissement
Investment**	6	2	33	8 502 860	6 266 199	2 236 661	74
Préparation de projet	10	10	100	273 821	214 900	58 921	78
Assistance technique, activités de facilitation	128	22	17	15 154 254	9 842 553	5 311 701	65
Total	144	34	24	23 930 935	16 323 651	7 607 284	68

*Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

** Élimination de 443,1 tm (678 661 tm éq-CO₂) sur 754,5 tm (1 108 442 tm éq-CO₂) de HFC.

16. Deux projets d'investissement, 10 propositions de préparation de projet et 22 activités de facilitation ont été achevés sur les 144 projets approuvés avant la fin de 2020. Le report de la date d'achèvement de 106 projets en cours a été approuvé. Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être achevées entre 2021 et 2022. Les quatre projets d'investissement en cours devraient être achevés entre 2021 et 2022. Vingt projets (trois projets d'investissement et 17 activités de facilitation) ont été classés parmi les projets dont la mise en œuvre connaît du retard après l'examen et figurent à l'annexe I au présent rapport contenant les recommandations du Secrétariat, qui demande la remise d'un rapport à la 90^e réunion.

17. Cumulativement, 16 323 651 \$US des 23 930 935 \$US approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 68 pour cent.

Observations du Secrétariat

18. Le Secrétariat a constaté que certains projets, tranches de PGEH et activités de réduction progressive des HFC ont été retardés à cause des difficultés associées à pandémie de la COVID-19. La prolongation de ces projets jusqu'au 31 décembre 2022 exige l'approbation du Comité exécutif, conformément à la décision 82/121 b). Les recommandations concernant le report de la date d'achèvement des PGEH pour les Bahamas (PNUE/ONUDI), Cabo Verde (PNUE), Djibouti (PNUE), Fidji (PNUE/PNUD), le Koweït (PNUE/ONUDI), le Niger (PNUE/ONUDI), la Macédoine du Nord (ONUDI), le Pakistan (PNUE/ONUDI) et le Soudan (ONUDI) ont été abordées comme il convenait dans les rapports périodiques des différentes agences d'exécution, dans le document sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports,¹² dans le document sur les retards dans la proposition des tranches,¹³ ou dans les différentes propositions de projets. Les demandes de prolongation pour le volet argentin du projet mondial de remplacement des refroidisseurs (ONUDI) et les activités de facilitation pour le Chili (ONUDI), la Jordanie (ONUDI), le Maroc (ONUDI), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Allemagne), la Thaïlande (Banque mondiale) et l'Uruguay (PNUD/ONUDI) sont abordées dans les rapports périodiques des agences d'exécution concernés.

19. Le Secrétariat a pris note que le report de la date d'achèvement des PGEH au-delà du 31 décembre 2022 a été demandé pour la Barbade, le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Congo, la Dominique, Grenade, Haïti, la Jamaïque, le Mali, le Mozambique, Saint-Kitts-et-Nevis, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud, le Venezuela (République bolivarienne du) et la Zambie par les agences d'exécution concernées; le Secrétariat estime que ces demandes doivent être évaluées après un examen plus approfondi et l'évaluation des plans de mise en œuvre présentés par les agences d'exécution concernées. Les détails des échanges et les recommandations pour ces projets sont présentés dans le document sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports.

RECOMMANDATION

20. Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note :

- a) Du rapport global d'achèvement de projet du Fonds multilatéral au 31 décembre 2020 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/12 ;
- b) Avec satisfaction des efforts entrepris par les agences bilatérales et d'exécution pour établir les rapports de leurs activités de 2020 ;
- c) Que les agences bilatérales et d'exécution présenteront à la 90^e réunion, un rapport sur les

¹² UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/18

¹³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/21

129 projets dont la mise en œuvre accuse du retard et 53 projets ou tranches d'accords pluriannuels en cours pour lesquels la remise de rapports de situation supplémentaires est recommandée, indiqués à l'annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution concernées.

Annexe I

APERÇU DES PROJETS ET ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC

1. Le Comité exécutif approuve le financement de la mise en œuvre de projets d'investissement en lien avec les HFC (décisions 78/3 g) et 79/54) et d'activités de facilitation depuis 1980, afin d'aider les Bureaux nationaux de l'ozone à respecter leurs obligations initiales en lien avec la réduction progressive des HFC au titre de l'Amendement de Kigali (décision 79/46).

2. Le Comité exécutif avait approuvé 184 projets et activités en lien avec les HFC dans 137 pays au 31 décembre 2020, dont 13 demandes de préparation de projet, 14 projets d'investissement et 157 activités de facilitation, pour la somme de 32,81 millions \$US (ne comprenant pas les coûts d'appui).

3. Le tableau 1 présente un aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

Tableau 1. Aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Préparation de projets
Afghanistan	1			150 000		
Afrique du Sud	1	Oui	En instance	240 000		
Albanie	1	Oui	√	94 978		
Algérie	1			150 000		
Angola	1	Oui	En instance	150 000		
Antigua-et-Barbuda	1					
Arabie saoudite	2			250 000		
Argentine	1	Oui	√	250 000	1 840 755	74 816
Arménie	1	Oui	√	150 000		
Bahamas	1			95 000		
Bahreïn	2			150 000		
Bangladesh	1	Oui	√	150 000	3 131 610	
Barbade	1	Oui	√			
Belize	1			95 000		
Bénin	1	Oui	√	150 000		
Bhoutan	1	Oui	√	50 000		
Bolivie (État plurinational de)	1	Oui	√	150 000		
Bosnie-Herzégovine	1	Oui	√	95 000		
Botswana	1	Oui	En instance	150 000		
Brésil	1					
Brunei Darussalam	1			150 000		
Burkina Faso	1	Oui	√	150 000		
Burundi	1	Oui	En instance	150 000		
Cabo Verde	1	Oui	En instance	95 000		
Cambodge	1	Oui	√	150 000		
Cameroun	1	Oui	En instance	150 000		
Chili	1	Oui	√	150 000		
Chine	1	Oui	En instance	250 000	1 275 000	64 066
Colombie	1	Oui	√	250 000		
Comores	1	Oui	√	50 000		
Congo	1			150 000		

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Préparation de projets
Costa Rica	1	Oui	√	150 000		
Côte d'Ivoire	1	Oui	En instance	150 000		
Cuba	1	Oui	En instance	150 000		
Djibouti	1			50 000		
Dominique	1			50 000		
Égypte	1			250 000		30 000
El Salvador	1	Oui	En instance	150 000		
Équateur	1	Oui	√	150 000		29 937
Érythrée	1			95 000		
Eswatini	1	Oui	En instance	95 000		
Éthiopie	1	Oui	En instance	95 000		
Fidji	1	Oui	√	150 000		
Gabon	1	Oui	√	150 000		
Gambie	1	Oui	En instance	95 000		
Géorgie	1			95 000		
Ghana	1	Oui	√	150 000		
Grenade	1	Oui	√	46 491		
Guatemala	1			150 000		
Guinée	1	Oui	√	150 000		
Guinée équatoriale	1			150 000		
Guinée-Bissau	1	Oui	En instance	95 000		
Guyana	1			95 000		
Haïti	1			95 000		
Honduras	1	Oui	√	150 000		
Îles Cook	1	Oui	√	50 000		
Îles Marshall	1	Oui	√	50 000		
Iles Salomon	1			95 000		
Inde	2					
Indonésie	1			250 000		
Iran (République islamique d')	2			250 000		
Iraq	2			250 000		
Jamaïque	1			150 000		
Jordanie	1	Oui	√	150 000	1 637 610	
Kenya	1			150 000		
Kirghizistan	1	Oui	√	95 000		
Kiribati	1	Oui	√	50 000		
Koweït	2			250 000		
Lesotho	1	Oui	En instance	95 000		
Liban	1	Oui	√	150 000	1 053 858	30 000
Libéria	1	Oui	En instance	95 000		
Libye	1			150 000		
Macédoine du Nord	1	Oui	√	95 000		
Madagascar	1			150 000		
Malaisie	1	Oui	√	250 000		
Malawi	1	Oui	√	150 000		
Maldives	1	Oui	√	95 000		
Mali	1	Oui	En instance	150 000		
Maroc	1			150 000		
Maurice	1	Oui	√	150 000		
Mauritanie	1			150 000		
Mexique	1	Oui	√	250 000	4 201 181	84 818

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Préparation de projets
Micronésie (États fédérés de)	1	Oui	√	50 000		
Mongolie	1			95 000		
Monténégro	1	Oui	√	49 973		
Mozambique	1	Oui	En instance	150 000		
Myanmar	1			95 000		
Namibie	1	Oui	√	150 000		
Nauru	1			50 000		
Népal	1			95 000		
Nicaragua	1	Oui	√	150 000		
Niger	1	Oui	√	150 000		
Nigeria	1	Oui	√	250 000		
Nioué	1	Oui	√	50 000		
Oman	2			150 000		
Ouganda	1	Oui	√	50 000		
Pakistan	2			250 000		
Palau	1	Oui	√	50 000		
Panama	1	Oui	√	150 000		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1			95 000		
Paraguay	1	Oui	√	150 000		
Pérou	1	Oui	En instance	147 582		
Philippines	1			225 992		
Qatar	2			150 000		
République arabe syrienne	1	Oui	En instance	250 000		
République centrafricaine	1					
République de Moldova	1			50 000		
République démocratique populaire lao	1	Oui	√	95 000		
République démocratique du Congo	1			150 000		
République dominicaine	1	Oui	√	150 000	129 825	30 000
République populaire démocratique de Corée	1	Oui	√			
République unie de Tanzanie	1			95 000		
Rwanda	1	Oui	√	95 000		
Sainte-Lucie	1			95 000		
Saint-Kitts-et-Nevis	1			50 000		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1			50 000		
Samoa	1	Oui	√	50 000		
Sao Tomé-et-Principe	1	Oui	En instance	95 000		
Sénégal	1	Oui	En instance	150 000		
Serbie	1			150 000		
Seychelles	1	Oui	√	95 000		
Sierra Leone	1	Oui	En instance	95 000		
Somalie	1	Oui	En instance	150 000		

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Préparation de projets
Soudan	1			150 000		30 000
Soudan du Sud	1			95 000		
Sri Lanka	1	Oui	√	150 000		
Suriname	1			95 000		
Tchad	1	Oui	√	150 000		
Thaïlande	1			250 000	183 514	30 000
Timor-Leste	1			50 000		
Togo	1	Oui	√	150 000		
Tonga	1	Oui	√	50 000		
Trinité-et-Tobago	1	Oui	√	150 000		
Tunisie	1	Oui	En instance	150 000		
Turkménistan	1	Oui	√	150 000		
Turquie	1			250 000		
Tuvalu	1	Oui	√	50 000		
Uruguay	1	Oui	√	150 000		
Vanuatu	1	Oui	√	50 000		
Venezuela (République bolivarienne du)	1			250 000		
Viet Nam	1	Oui	√	249 238		
Yémen	1					
Zambie	1	Oui	En instance	95 000		
Zimbabwe	1			150 000	426 954	30 000
Total				18 494 254	13 880 307	433 637

Annexe II

**ANALYSE DU RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL DU FONDS MULTILATÉRAL
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

1. Cette annexe comprend les deux parties suivantes :

Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral.

Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires en soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.

**PARTIE I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU
FONDS MULTILATÉRAL**

2. Le Comité exécutif a approuvé la somme de 3,78 milliards \$US¹ pour les agences bilatérales et d'exécution, comme indiqué dans le tableau 1. Deux cent vingt-neuf nouveaux projets et activités ont été approuvés en 2020. Ce niveau de financement devrait mener à l'élimination de 469 653 tonnes PAO de consommation et de production de SAO.

Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2020 (\$US)

Secteur	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Bilatérales	Total
Aérosols	26 054 837	882 689	34 413 701	22 984 030	2 051 914	86 387 171
Destruction	3 606 279	190 040	3 805 540	400 000	1 526 282	9 528 141
Mousses	173 331 512	0	89 105 490	136 339 172	8 093 731	406 869 904
Halons	4 996 973	767 640	1 780 369	70 221 038	6 147 361	83 913 381
Fumigènes	20 081 241	2 614 366	78 028 741	5 837 887	18 226 925	124 789 159
Multiplés secteurs	0	0	139 440	2 341 168	0	2 480 608
Autre	0	0	11 317 246	5 059 360	0	16 376 606
Plan d'élimination	361 740 925	64 903 487	353 091 265	202 645 157	68 211 986	1 050 592 821
Agents de transformation	1 286 923	0	6 337 359	114 342 497	0	121 966 779
Production	1 056 000	0	51 128 201	378 930 190	10 000 000	441 114 391
Réfrigération	139 603 919	13 872 913	182 191 775	180 259 970	40 910 116	556 838 693
Plusieurs	65 479 103	263 992 288	19 287 372	28 969 731	4 759 718	382 488 212
Solvants	63 699 997	198 860	23 247 443	10 237 394	2 512 738	99 896 432
Stérilisants	417 628	0	0	661 227	0	1 078 855
Total partiel	861 355 337	347 422 283	853 873 942	1 159 228 820	162 440 770	3 384 321 153
Coûts d'appui aux agences	117 625 135	28 796 104	112 890 657	120 209 090	15 565 729	395 086 716
Total	978 980 472	376 218 388	966 764 599	1 279 437 910	178 006 500	3 779 407 869

¹ Une somme supplémentaire de 142,65 millions \$US a été approuvée pour les réunions du Comité exécutif, le fonctionnement du Secrétariat et les honoraires du Trésorier.

3. Le tableau 2 présente un sommaire de l'état des projets mis en œuvre, par catégorie.

Tableau 2. État de la mise en œuvre des projets, par catégorie

Type	Nombre de projets*			Financement (\$US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Programme de pays	165	165	100	7 266 559	7 266 559	0	100
Démonstration	134	132	99	61 469 136	59 959 388	1 509 748	98
Renforcement des institutions	1 292	1 133	88	151 925 702	133 850 407	18 075 295	88
Investissement	3 126	2 864	92	2 686 202 301	2 533 551 604	152 650 697	94
Préparation de projet	1 751	1 629	93	87 749 694	84 021 589	3 728 105	96
Assistance technique	1 872	1 586	85	363 900 998	311 840 877	52 060 121	86
Projets de formation	324	324	100	25 806 763	25 806 763	0	100
Total	8 664	7 833	90	3 384 321 153	3 156 297 187	228 023 965	93

*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

** Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

4. Le tableau 3 présente un aperçu de l'état de la mise en œuvre des projets par année.² Une somme de 3,16 milliards \$US sur les 3,38 milliards \$US approuvés (ne comprenant pas 78,64 millions \$US décaissés en 2020) a été décaissée. Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2007 ont été achevés. Les projets approuvés (d'investissement et ne portant pas sur des investissements) ont mené à l'élimination de 494 568 tonnes PAO³ de consommation et de production de substances réglementées. Des projets d'investissement représentant la somme d'environ 2,32 milliards \$US ont été achevés au 31 décembre 2020, entraînant l'élimination permanente de 475 913 tonnes PAO de substances réglementées pour un taux d'efficacité global de 4,87 \$US/kg PAO éliminé.

Tableau 3. État de la mise en œuvre des projets, par année

Année	Nombre de projets*			Financement (\$US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
1991	68	68	100	7 950 771	7 950 771	0	100
1992	176	176	100	41 261 376	41 261 376	0	100
1993	217	217	100	73 198 586	73 198 586	0	100
1994	379	379	100	128 630 290	128 630 290	0	100
1995	355	355	100	111 188 309	111 188 309	0	100
1996	257	257	100	83 813 027	83 813 027	0	100
1997	532	532	100	154 314 938	154 314 940	-1	100
1998	422	422	100	99 680 368	99 680 367	1	100
1999	546	546	100	152 710 736	152 710 736	0	100
2000	426	426	100	109 540 523	109 540 522	1	100
2001	427	427	100	130 139 750	130 139 751	-1	100
2002	358	358	100	162 045 816	162 045 815	1	100
2003	247	247	100	157 043 468	157 043 468	0	100

² Les données sont présentées selon l'année d'approbation du projet par le Comité exécutif. Toutes les approbations (d'investissement et ne portant pas sur des investissements) sont traitées de la même manière (c.-à-d., un projet d'investissement ou une tranche annuelle de financement d'un projet pluriannuel de 1 million \$US est considéré comme un projet, au même titre que la préparation d'un programme de pays de 30 000 \$US). Les principaux indicateurs du sommaire annuel sont : le pourcentage de projets achevés, l'élimination PAO et le pourcentage des sommes décaissées. Il y a trois types de décaissements : au cours de la mise en œuvre, après la mise en œuvre et pour des projets financés de manière rétroactive.

³ L'élimination complète pour le Fonds comprend 475 913 tonnes PAO de substances réglementées dans le cadre de projets d'investissement achevés, 14 420 tonnes PAO dans le cadre de projets ne portant pas sur des investissements achevés et 4 235 tonnes PAO dans le cadre de projets en cours.

Année	Nombre de projets*			Financement (\$US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
2004	271	271	100	162 388 007	162 388 008	0	100
2005	255	255	100	180 276 023	180 276 022	1	100
2006	261	261	100	120 848 004	120 762 417	85 586	100
2007	213	213	100	120 144 867	120 084 048	60 820	100
2008	354	353	100	121 900 010	121 871 235	28 775	100
2009	320	318	99	73 793 821	73 075 355	718 466	99
2010	227	223	98	84 438 275	83 387 745	1 050 530	99
2011	264	263	100	201 999 135	198 222 122	3 777 013	98
2012	182	167	92	101 122 995	97 886 875	3 236 121	97
2013	184	179	97	125 617 302	124 063 191	1 554 110	99
2014	223	202	91	92 524 185	89 430 544	3 093 641	97
2015	379	340	90	160 139 228	141 762 893	18 376 335	89
2016	240	179	75	115 422 196	91 695 424	23 726 773	79
2017	125	77	62	64 220 346	56 371 561	7 848 785	88
2018	271	104	38	122 853 364	56 425 190	66 428 174	46
2019	226	17	8	53 217 538	11 538 883	41 678 655	22
2020	259	1	0	71 897 896	15 537 716	56 360 180	22
Total	8 664	7 833	90	3 384 321 153	3 156 297 187	228 023 965	93

* Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

** Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

PROJETS ACHEVÉS⁴

5. Au total, 99,7 p. cent des sommes approuvées pour les projets d'investissement achevés ont été décaissées.⁵

Projets d'investissement achevés

6. Le tableau 4 présente des informations sur les projets d'investissement achevés depuis 1991. Le tableau présente des données totales, suivies des données par région, secteur, caractéristique de mise en œuvre et mode de décaissement.

Tableau 4. Cumul des projets d'investissement achevés

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Consommation (tonnes PAO éliminées*)	Production (tonnes PAO éliminées*)	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)
TOTAL	2 864	2 319 105 803	100	271 724	204 189	14	37	4,87
Région								
Afrique	486	163 268 189	100	18 286	0	12	39	8,93
Asie et Pacifique	1 525	1 681 472 968	100	210 775	184 239	16	37	4,26
Europe	150	71 853 737	100	8 048	175	10	34	8,74

⁴ Les décisions 17/22 et 19/23 définissent les projets/activités achevés comme étant des projets contractés dans lesquels les SAO visées avaient été éliminées. La décision 28/2 étend la définition pour y inclure les situations qui démontrent que les CFC ayant fait l'objet d'un projet dans le secteur ne sont plus utilisés et qu'une substance de remplacement est produite (et/ou la production de celle-ci a commencé), et que l'équipement utilisant le CFC a été détruit, démantelé ou rendu inutilisable pour les SAO. Les activités du programme de travail sans élimination de SAO sont considérées achevées lorsque l'activité prend fin (p. ex., dans le cas d'un atelier, lorsque celui-ci a été présenté). Cette définition a été appliquée aux projets sur les HCFC.

⁵ La raison pour laquelle l'ensemble des fonds n'a pas été décaissé pour les projets achevés est qu'il faut parfois compter de six mois à un an pour mettre au point les derniers détails des dossiers de comptabilité.

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Consommation (tonnes PAO éliminées*)	Production (tonnes PAO éliminées*)	N ^{bre} moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	N ^{bre} moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)
Amérique latine et Caraïbes	703	402 510 909	99	34 614	19 775	14	37	7,40
Mondial	S.o.	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Secteur								
Aérosols	127	82 517 299	100	27 449	0	16	43	3,01
Destruction	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Lutte contre les incendies	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Mousses	1 003	376 083 231	100	69 420	0	15	34	5,42
Fumigènes	123	99 900 005	100	7 993	0	10	49	12,50
Halons	39	71 476 177	100	42 111	41 958	17	30	0,85
Multiples secteurs	4	2 287 376	100	419	0	28	78	5,46
Autre	8	16 059 360	100	1 574	0	12	20	10,20
Plan d'élimination	722	600 658 874	99	51 507	10 988	12	40	9,61
Agent de transformation	30	120 252 627	100	19 573	52 162	10	27	1,68
Production	61	414 398 882	100	0	99 081	9	19	4,18
Réfrigération	616	440 046 314	100	44 334	0	16	39	9,93
Solvants	128	94 351 804	100	7 285	0	19	32	12,95
Stérilisants	3	1 073 855	100	60	0	15	34	17,78
Caractéristiques de la mise en œuvre								
Mise en œuvre par l'agence	1 774	832 724 855	100	94 262	17 381	11	35	7,46
Mise en œuvre par le pays	1 090	1 486 380 948	100	177 462	186 808	20	40	4,08
Mode de décaissement								
Au cours de la mise en œuvre	2 753	2 004 358 631	100	264 841	199 719	14	38	4,31
Après la mise en œuvre	50	17 166 608	100	2 512	0	23	25	6,83
Financement rétroactif	37	14 635 851	100	2 100	500	15	11	5,63
Du pays aux bénéficiaires finaux	24	282 944 713	100	2 270	3 970	8	51	45,34

*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

Projets ne portant pas sur des investissements achevés

7. Le tableau 5 présente les données cumulatives des projets ne portant pas sur des investissements achevés. Au total, 3 340 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 526,93 millions \$US.

Tableau 5. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements achevés

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	N ^{bre} moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
TOTAL	3 340	526 930 493	99	12	38
Région					
Afrique	1 014	87 524 624	99	11	38
Asie et Pacifique	1 003	150 297 520	99	13	40
Europe	219	20 783 266	100	9	33

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
Amérique latine et Caraïbes	794	93 971 221	99	13	41
Mondial	310	174 353 862	97	6	23
Secteur					
Aérosols	31	2 461 265	100	11	36
Destruction	16	7 205 265	100	11	63
Lutte contre les incendies	0	0	0	S.o.	S.o.
Mousses	34	10 738 870	98	14	36
Fumigènes	137	21 224 434	100	9	39
Halons	82	11 238 156	100	17	44
Multiplés secteurs	1	53 792	100	56	58
Autre	1	76 499	100	7	38
Plan d'élimination	564	55 302 572	98	13	41
Agent de transformation	0	0	0	S.o.	S.o.
Production	1	40 000	100	4	4
Réfrigération	638	91 902 739	99	16	50
Plusieurs	1 801	323 288 119	98	10	32
Solvants	34	3 398 782	100	11	27
Stérilisants	0	0	0	S.o.	S.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre					
Mise en œuvre par l'agence	2 724	398 241 985	98	11	37
Mise en œuvre par le pays	616	128 688 508	99	14	41
Mode de décaissement					
Au cours de la mise en œuvre	3 306	515 024 296	99	12	38
Après la mise en œuvre	26	2 325 462	100	14	21
Financement rétroactif	1	146 698	100	3	83
Du pays aux bénéficiaires finaux	7	9 434 037	100	7	38

8. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 12 mois pour les projets ne portant pas sur des investissements. Ces derniers ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne. Ce chiffre est influencé par le grand nombre de projets de la catégorie « plusieurs » (1 801 sur 3 340) pour lesquels le délai moyen d'achèvement de projet est de 32 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements des autres secteurs ont été achevés dans un délai de quatre à 63 mois suivant leur approbation.

9. Presque tous les projets ont été mis en œuvre par l'agence concernée plutôt que par le pays. La mise en œuvre de projets ne portant pas sur des investissements par les agences n'exige habituellement pas d'accords légaux, ce qui peut expliquer pourquoi le délai est plus court (37 mois) que pour les projets ne portant pas sur des investissements mis en œuvre par le pays (41 mois).

PROJETS EN COURS

Projets d'investissement en cours

10. Le tableau 6 présente les informations sur l'état des projets d'investissement par région, secteur et caractéristique de mise en œuvre.

Tableau 6. Cumul des projets d'investissement en cours

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet	Rapport de coût-efficacité global pour le Fonds (\$US/kg)*
TOTAL	262	350 726 061	59	156	60	11	54	32	50,01
Région									
Afrique	80	30 647 500	34	50	63	11	56	28	84,01
Asie et Pacifique	102	282 482 116	64	62	61	11	60	44	46,18
Europe	21	5 143 646	29	12	57	8	44	29	86,30
Amérique latine et Caraïbes	59	32 452 799	38	32	54	10	45	20	68,65
Mondial	0	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Secteur									
Aérosols	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Destruction	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Lutte contre les incendies	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Mousses	3	3 573 740	68	3	100	10	94	72	73,53
Fumigènes	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Halons	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Multiples secteurs	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Autre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Plan d'élimination	252	317 825 367	57	149	59	11	53	30	47,13
Agent de transformation	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Production	3	25 273 058	79	2	67	12	54	36	S.o.
Réfrigération	4	4 053 896	73	2	50	7	97	71	18,34
Solvants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Stérilisants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre									
Mise en œuvre par l'agence	183	216 878 898	58	126	69	10	60	33	47,57
Mise en œuvre par le pays	79	133 847 163	60	30	38	13	40	25	54,53
Mode de décaissement									
Au cours de la mise en œuvre	248	163 326 691	37	142	57	11	53	30	36,02
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.	S.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	14	187 399 370	77	14	100	10	80	53	75,60

*À partir des SAO à éliminer selon la proposition.

11. Deux cent soixante-deux projets d'investissement sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de plus de 350,72 millions \$US. Environ 59 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement en cours est de 50,01 \$US/kg PAO à éliminer. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 11 mois. La durée moyenne d'un projet d'investissement en cours est de 54 mois. De façon générale, les projets d'investissement sont menés à terme 32 mois plus tard que prévu, ce qui constitue un retard moyen.

Projets ne portant pas sur des investissements en cours

12. Le tableau 7 présente des informations sur l'état des projets ne portant pas sur des investissements en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

Tableau 7. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements en cours

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	% des sommes décaissées	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nbre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet
TOTAL	447	81 990 312	22	210	47	12	38	11
Région								
Afrique	126	14 065 461	18	47	37	15	34	8
Asie et Pacifique	180	36 612 607	25	92	51	11	42	12
Europe	27	2 669 826	36	13	48	7	30	5
Amérique latine et Caraïbes	109	17 859 980	29	57	52	13	40	13
Mondial	5	10 782 438	1	1	20	14	20	7
Secteur								
Aérosols	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Destruction	1	1 490 600	89	1	100	13	103	59
Lutte contre les incendies	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Mousses	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Fumigènes	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Halons	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Multiples secteurs	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Autre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Plan d'élimination	253	42 905 669	21	103	41	13	40	10
Agent de transformation	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Production	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Réfrigération	1	808 438	13	1	100	14	49	36
Plusieurs	192	36 785 605	20	105	55	12	35	11
Solvants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Stérilisants	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre								
Mise en œuvre par l'agence	362	57 196 445	20	161	44	13	39	11
Mise en œuvre par le pays	85	24 793 867	26	49	58	9	38	10
Mode de décaissement								
Au cours de la mise en œuvre	446	81 491 112	21	209	47	12	38	11
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	S.o.	S.o.	S.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	1	499 200	98	1	100	9	36	12

13. Quatre cent quarante-sept projets ne portant pas sur des investissements sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 81,99 millions \$US, et 22 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 12 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements en cours sont achevés 38 mois, en moyenne, après la date d'approbation, ce qui représente un retard de 11 mois.

PROJETS FERMÉS

14. Le tableau 8 présente un sommaire des projets fermés.

Tableau 8. Sommaire des projets fermés

Agence	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Consommation PAO à éliminer	Consommation PAO éliminée
PNUD	81	6 895 392	6 895 392	0	673	636
PNUE	14	21 000	21 000	0	12	12
ONUDI	67	6 347 808	6 347 806	1	1 808	367
Banque mondiale	95	1 373 519	1 373 519	0	657	581
Bilatérales	17	227 901	227 901	0	223	0
Total	274	14 865 620	14 865 618	1	3 373	1 595

ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC

15. Le tableau 9 présente un sommaire des projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières.

Tableau 9. Projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières

Type	Nombre de projets			Financement (\$US)*			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Investissement**	8	5	63	5 377 447	4 262 650	1 114 797	79
Préparation de projet	3	2	67	159 816	129 510	30 306	81
Assistance technique, activités de facilitation	29	0	0	3 340 000	1 040 636	2 299 364	31
Total	40	7	18	8 877 263	5 432 795	3 444 468	61

*Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

** 320,9 tm (500 994 tm d'éq-CO₂) de 335,4 mt (521 729 tm d'éq-CO₂) de HFC ont été éliminées.

16. Quarante projets portant sur les HFC (huit projets d'investissement, trois préparations de propositions de projet et 29 activités de facilitation) ont été approuvés au titre des contributions régulières pour la somme totale de 8 877 263 \$US, pour lesquels la somme de 5 432 795 \$US a déjà été décaissée.

17. Parmi ces 40 projets, cinq projets d'investissement et deux préparations de proposition de projet sont déjà achevés. La prorogation de la date d'achèvement de 29 activités de facilitation a été approuvée. Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être achevées en 2021 et 2022. Les trois projets d'investissement en cours restants devraient être achevés de 2022 à 2023, et la dernière préparation de projet devraient être menée à terme en 2022.

PARTIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR LE SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC

18. Le Comité avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires au 31 décembre 2020, pour la somme de 23,93 millions \$US (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences). Le tableau 10 résume l'état de ces projets.

Tableau 10. État des projets en lien avec les HFC à la fin de 2020

Type	Nombre de projets			Financement (\$US)*			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Investissement**	6	2	33	8 502 860	6 266 199	2 236 661	74
Préparation de projet	10	10	100	273 821	214 900	58 921	78
Assistance technique, activités de facilitation	128	22	17	15 154 254	9 842 553	5 311 701	65
Total	144	34	24	23 930 935	16 323 651	7 607 284	68

*Ne comprend pas les coûts d'appui aux agences.

** 443,1 tm (678 661 tm d'éq-CO₂) de 754,5 tm (1 108 442 tm d'éq-CO₂) de HFCs ont été éliminées.

19. Deux projets d'investissement, dix activités de préparation de propositions de projet et 22 activités de facilitation parmi les 144 projets approuvés avaient été menés à terme à la fin de 2020. La prorogation des dates d'achèvement de 106 activités de facilitation en cours a été approuvée. Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être menées à terme en 2021 et 2022.

20. Les quatre projets d'investissement en cours restants devraient être achevés en 2021 et 2022. Une part cumulative de 16 323 651 \$US des 23 930 935 \$US approuvés a été décaissée (ne comprenant pas les coûts d'appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 68 p. cent.

Appendice I

MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN 2020, PAR PAYS

Pays	Élimination en 2020	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2020	Estimation des sommes décaissées en 2020 (\$US)	Sommes décaissées en 2020 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2020	Pourcentage des projets prévus achevé en 2020
Afghanistan	0,2	0	153 693	189 669	123	50
Afrique du Sud	0,0		163 300	119 458	73	25
Albanie	0,0		105 203	87 049	83	100
Algérie	0,0		187 220	56 864	30	0
Angola	0,0		206 137	119 673	58	0
Antigua-et-Barbuda	0,0		37 812	188	0	0
Arabie saoudite	19,0		911 624	863 317	95	67
Argentine	4,7	100	796 989	874 747	110	75
Arménie	0,0		110 545	141 250	128	100
Bahamas	0,0	0	139 847	94 603	68	50
Bahreïn	0,0		73 621	118 525	161	100
Bangladesh	0,0		705 387	7 532	1	
Barbade	0,0		33 081	62 185	188	100
Belize	0,0		10 000	47 850	479	100
Bénin	0,0	0	75 651	107 992	143	100
Bhoutan	0,0		125 407	66 784	53	
Bolivie (État plurinational de)	0,5		81 216	46 152	57	50
Bosnie-Herzégovine	0,0		99 500	95 096	96	0
Botswana	0,0	0	212 818	116 557	55	0
Brésil	20,0	0	6 784 746	3 110 462	46	50
Brunei Darussalam	0,2	20	10 493	122 512	1168	67
Burkina Faso	0,0		124 565	130 257	105	
Burundi	0,0	0	26 000	117 455	452	50
Cabo Verde	0,0	0	0	58 808	Over	67
Cambodge	0,0		150 186	174 782	116	
Cameroun	0,1		73 651	34 355	47	
Chili	5,7	0	609 674	441 788	72	0
Chine	831,5	6	23 648 546	33 865 817	143	27
Colombie	26,0	13	964 254	392 820	41	60
Comores	0,0		72 952	96 709	133	100
Congo	0,0	0	85 250	88 165	103	0
Costa Rica	3,5		222 542	164 696	74	100
Côte d'Ivoire	0,1		209 446	33 810	16	
Cuba	3,2		223 459	289 759	130	50
Djibouti	0,0		50 846	0	0	0
Dominique	0,0		96 875	24 546	25	33
Égypte	23,1	29	3 415 272	2 307 883	68	0
El Salvador	0,0	0	288 824	104 405	36	50
Équateur	7,7	0	315 725	216 835	69	100
Érythrée	0,0		29 600	89	0	100
Eswatini (Royaume d')	0,0		64 000	45 000	70	
Éthiopie	0,0	0	119 545	50 000	42	0
Fidji	0,0	0	77 896	75 280	97	67
Gabon	0,0		127 004	152 124	120	100

Pays	Élimination en 2020	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2020	Estimation des sommes décaissées en 2020 (\$US)	Sommes décaissées en 2020 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2020	Pourcentage des projets prévus achevé en 2020
Gambie	0,0	0	52 585	29 693	56	75
Géorgie	0,7		72 547	30 189	42	0
Ghana	8,5	61	172 597	180 932	105	75
Grenade	0,0	0	48 559	1 919	4	33
Guatemala	0,8	0	100 047	136 679	137	50
Guinée	0,0		33 698	94 930	282	100
Guinée équatoriale	0,0	0	92 655	146 301	158	50
Guinée-Bissau	0,0		76 982	42 549	55	67
Guyana	0,0		140 679	0	0	100
Haïti	0,2		117 329	97 061	83	0
Honduras	0,0	0	208 399	137 145	66	80
Îles Cook	0,0		51 038	79 492	156	50
Îles Marshall	0,0	0	92 885	42 120	45	50
Îles Salomon	0,0	0	81 189	39 676	49	50
Inde	103,8	100	7 163 568	5 858 631	82	67
Indonésie	0,0	0	1 581 315	819 584	52	60
Iran (République islamique d')	17,3	0	2 129 546	1 410 533	66	0
Iraq	0,0	0	1 039 828	206 524	20	14
Jamaïque	0,0	0	145 079	65 089	45	67
Jordanie	118,7	0	1 384 134	1 486 516	107	50
Kenya	0,0		277 152	189 179	68	0
Kirghizistan	0,5	71	143 942	117 140	81	67
Kiribati	0,0		67 519	22 429	33	0
Koweït	0,0		3 774 091	3 094 632	82	0
Lesotho	0,0		81 400	74 366	91	50
Liban	6,3		249 574	420 099	168	100
Libéria	0,0		74 629	108 527	145	
Libye	0,0		171 004	92 179	54	0
Macédoine du Nord	0,1		75 001	115 312	154	
Madagascar	0,0	0	124 340	121 783	98	100
Malaisie	10,0		634 368	834 646	132	
Malawi	0,0	0	45 360	34 190	75	100
Maldives	0,0		72 023	37 560	52	100
Mali	0,0		69 630	110	0	0
Maroc	0,0		122 000	85 655	70	100
Maurice	0,0		153 929	181 513	118	
Mauritanie	0,0		186 500	135 000	72	50
Mexique	84,8	0	2 665 699	1 176 965	44	33
Micronésie (États fédérés de)	0,0	0	69 223	61 745	89	50
Mongolie	0,0	0	120 341	91 909	76	100
Monténégro	0,0		30 001	53 352	178	100
Mozambique	0,0		115 183	124 079	108	0
Myanmar	0,0	0	189 022	46 069	24	33
Namibie	0,0	0	134 672	64 231	48	50
Nauru	0,0		25 122	17 185	68	0
Népal	0,0		115 899	128 247	111	100
Nicaragua	0,8	0	123 494	117 532	95	67
Niger	0,0		129 500	3 747	3	50
Nigeria	5,2	10	1 093 923	712 562	65	17

Pays	Élimination en 2020	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2020	Estimation des sommes décaissées en 2020 (\$US)	Sommes décaissées en 2020 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2020	Pourcentage des projets prévus achevé en 2020
Nioué	*0,0		61 600	31 035	50	0
Oman	0,0	0	181 970	107 989	59	0
Ouganda	0,0		60 126	54 464	91	75
Pakistan	0,0		1 940 520	408 396	21	0
Palau	0,0	0	80 086	5 299	7	100
Panama	1,4	16	321 703	263 364	82	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,0	0	106 013	66 961	63	0
Paraguay	0,0		152 433	98 448	65	
Pérou	0,0		256 036	250 765	98	
Philippines	0,0		334 920	344 917	103	
Qatar	1,6	55	66 816	99 204	148	83
République arabe syrienne	0,0		48 001	635 147	1323	
République centrafricaine	0,0		18 000	0	0	0
République de Moldova	0,0		118 765	80 147	67	
République démocratique du Congo	0,0		83 819	39 900	48	33
République démocratique populaire lao	0,0	0	127 928	101 411	79	100
République dominicaine	0,0	100	338 354	339 888	100	50
République populaire démocratique de Corée	0,0		4	21 485	537121	
République unie de Tanzanie	0,0	0	110 243	29 225	27	33
Rwanda	0,2	25	115 331	82 680	72	75
Sainte-Lucie	0,0	0	117 100	71 968	61	25
Saint-Kitts-et-Nevis	0,0	0	72 300	0	0	0
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,0		114 750	130 676	114	33
Samoa	0,0	0	94 535	65 951	70	100
Sao Tomé-et-Principe	0,0	0	72 462	54 076	75	25
Sénégal	0,0		92 672	150 334	162	100
Serbie	0,0		135 323	70 271	52	50
Seychelles	0,0		52 800	41 661	79	0
Sierra Leone	0,0		80 822	132 565	164	67
Somalie	0,0		78 000	60 125	77	0
Soudan	0,0		763 145	267 969	35	0
Soudan du Sud	0,0		39 000	0	0	0
Sri Lanka	0,0	0	77 060	145 540	189	100
Suriname	0,1	0	66 210	75 433	114	33
Tchad	0,0	0	26 250	20 000	76	50
Thaïlande	0,0		458 737	0	0	0
Timor-Leste	0,0		170 312	60 942	36	100
Togo	3,6		185 577	230 590	124	100
Tonga	0,0		54 076	56 493	104	50
Trinité-et-Tobago	7,2		135 972	141 914	104	
Tunisie	5,8	0	575 550	353 312	61	50
Turkménistan	0,0		44 000	65 628	149	100
Turquie	0,0		784 020	814 128	104	100
Tuvalu	0,0		67 598	2 590	4	0
Uruguay	1,0	100	308 885	319 339	103	100
Vanuatu	0,0	0	132 345	54 267	41	50

Pays	Élimination en 2020	Pourcentage de l'élimination prévue réalisée en 2020	Estimation des sommes décaissées en 2020 (\$US)	Sommes décaissées en 2020 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2020	Pourcentage des projets prévus achevé en 2020
Venezuela (République bolivarienne du)	0,0		134 681	61 606	46	
Viet Nam	0,0	0	1 867 212	428 133	23	0
Yémen	0,0		51 000	0	0	0
Zambie	0,0	0	81 405	88 280	108	100
Zimbabwe	0,0		266 813	152 122	57	
Mondial	0,0		9 161 399	6 519 573	71	100
Région : Asie-Pacifique	0,0		329 144	99 972	30	100
Région : EUR	0,0		200 000	362 092	181	
Total	1 324,1	19	89 353 425	78 639 627	88	51

*203,5 tm (332 848 tm d'éq-CO₂) ont été éliminées en 2020 dans des projets en lien avec les HFC.

Appendice II

PLAN DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Afghanistan	9,4	989 524	503 649	485 875	51
Afrique du Sud	100,3	6 354 796	5 001 143	1 353 653	79
Albanie	2,1	440 813	283 415	157 398	64
Algérie	13,5	1 808 804	1 192 850	615 954	66
Angola	5,6	625 726	506 636	119 090	81
Antigua-et-Barbuda	0,0	27 235	27 235	0	100
Arabie saoudite	353,5	9 411 617	7 128 373	2 283 244	76
Argentine	142,4	15 348 626	11 407 995	3 940 631	74
Arménie	3,5	678 536	616 775	61 761	91
Bahamas	1,6	277 050	223 058	53 992	81
Bahreïn	9,4	993 125	813 126	179 999	82
Bangladesh	32,3	4 052 216	1 550 586	2 501 630	38
Barbade	1,3	250 178	179 771	70 407	72
Belize	1,0	236 000	236 000	0	100
Bénin	8,3	565 828	565 819	9	100
Bhoutan	0,3	423 000	384 955	38 045	91
Bolivie (État plurinational de)	1,5	314 548	278 488	36 060	89
Bosnie-Herzégovine	6,6	908 645	851 833	56 812	94
Botswana	3,8	810 000	305 810	504 190	38
Brésil	485,9	41 750 640	30 549 019	11 201 621	73
Brunei Darussalam	1,8	475 100	268 860	206 240	57
Burkina Faso	3,9	628 630	557 072	71 558	89
Burundi	1,0	296 844	218 730	78 114	74
Cabo Verde	0,1	159 834	143 834	16 000	90
Cambodge	2,9	1 150 000	1 006 157	143 843	87
Cameroun	26,8	1 654 770	1 190 130	464 640	72
Chili	72,5	5 132 478	3 843 194	1 289 284	75
Chine	5 267,3	396 859 178	342 557 083	54 302 095	86
Colombie	189,2	11 706 162	9 396 862	2 309 300	80
Comores	0,0	143 777	128 464	15 313	89
Congo	3,6	313 626	240 222	73 404	77
Costa Rica	19,6	1 341 299	1 135 110	206 189	85
Côte d'Ivoire	22,3	1 638 362	657 767	980 595	40
Croatie	8,1	804 104	804 104	0	100
Cuba	19,3	2 007 527	1 685 206	322 321	84
Djibouti	0,2	143 500	99 500	44 000	69
Dominique	0,1	148 050	10 026	138 024	7
Égypte	281,7	19 971 454	9 770 055	10 201 398	49
El Salvador	8,8	1 072 601	884 745	187 856	82
Équateur	28,0	2 681 406	2 050 936	630 469	76
Érythrée	0,4	209 559	188 559	21 000	90
Eswatini (Royaume d')	8,3	971 931	821 931	150 000	85
Éthiopie	1,9	314 771	182 191	132 580	58
Fidji	2,0	315 000	259 289	55 711	82
Gabon	10,6	480 883	396 423	84 460	82
Gambie	0,6	399 497	178 776	220 721	45

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Géorgie	2,3	500 900	368 329	132 571	74
Ghana	26,3	1 356 311	1 180 952	175 359	87
Grenade	0,3	189 000	174 389	14 611	92
Guatemala	5,1	597 663	366 544	231 119	61
Guinée	2,6	523 053	298 053	225 000	57
Guinée équatoriale	0,9	249 962	238 600	11 361	95
Guinée-Bissau	1,0	278 999	221 035	57 963	79
Guyana	0,7	412 995	226 739	186 256	55
Haïti	0,4	167 119	105 093	62 027	63
Honduras	8,8	841 455	526 077	315 378	63
Îles Cook	0,0	264 050	73 750	190 300	28
Îles Marshall	0,2	187 200	86 545	100 655	46
Îles Salomon	1,8	466 250	148 250	318 000	32
Inde	1 067,4	57 607 652	32 522 283	25 085 369	56
Indonésie	176,9	14 757 354	11 648 139	3 109 215	79
Iran (République islamique d')	297,6	18 969 071	12 995 507	5 973 564	69
Iraq	15,0	1 180 000	386 789	793 211	33
Jamaïque	8,9	763 899	515 699	248 200	68
Jordanie	59,3	5 836 874	3 830 053	2 006 821	66
Kenya	14,1	1 973 000	1 096 256	876 744	56
Kirghizistan	3,3	799 922	568 846	231 076	71
Kiribati	0,0	310 600	82 259	228 341	26
Koweït	209,9	8 555 223	6 257 331	2 297 892	73
Lesotho	0,0	280 000	228 562	51 438	82
Liban	68,7	6 439 571	5 695 048	744 523	88
Liberia	2,0	315 000	282 777	32 223	90
Libye	26,4	1 161 310	705 783	455 527	61
Macédoine du Nord	2,1	1 047 130	935 263	111 867	89
Madagascar	6,0	558 434	497 472	60 962	89
Malaisie	216,5	13 866 383	12 130 650	1 735 733	87
Malawi	3,8	628 745	319 248	309 498	51
Maldives	0,6	1 081 616	1 056 580	25 036	98
Mali	5,2	500 830	434 723	66 107	87
Maroc	11,0	1 284 159	1 151 968	132 191	90
Maurice	3,1	782 500	405 989	376 511	52
Mauritanie	0,0	255 000	50 000	205 000	20
Mexique	555,7	27 030 479	21 713 553	5 316 925	80
Micronésie (États fédérés de)	0,2	314 100	86 489	227 611	28
Mongolie	1,0	583 769	311 615	272 154	53
Monténégro	0,6	698 389	372 392	325 997	53
Mozambique	3,1	302 361	157 990	144 371	52
Myanmar	0,4	280 000	164 800	115 200	59
Namibie	8,2	810 000	605 978	204 022	75
Nauru	0,0	139 450	49 915	89 535	36
Népal	0,7	428 000	171 641	256 359	40
Nicaragua	3,3	474 498	266 792	207 705	56
Niger	5,6	488 840	273 840	215 000	56
Nigeria	143,7	7 971 335	5 316 926	2 654 409	67
Nioué	0,0	114 200	57 225	56 975	50
Oman	10,6	905 831	698 208	207 623	77
Ouganda	0,0	287 375	140 375	147 000	49
Pakistan	150,3	10 792 366	6 419 574	4 372 792	59

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	Solde (\$US)	Sommes décaissées (%)
Palau	0,2	303 000	103 000	200 000	34
Panama	11,6	1 264 695	660 310	604 385	52
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,0	991 000	760 956	230 044	77
Paraguay	6,3	630 000	525 386	104 614	83
Pérou	9,5	967 497	627 189	340 308	65
Philippines	40,0	3 628 365	2 765 925	862 439	76
Qatar	14,7	1 124 747	1 016 441	108 306	90
République arabe syrienne	10,1	590 036	0	590 036	0
République centrafricaine	0,5	64 001	64 000	0	100
République de Moldova	0,3	259 759	221 793	37 966	85
République démocratique du Congo	5,8	475 000	474 524	476	100
République démocratique populaire lao	0,8	493 400	200 500	292 900	41
République dominicaine	12,5	3 840 636	2 717 187	1 123 449	71
République populaire démocratique de Corée	19,4	804 255	271 048	533 207	34
République unie de Tanzanie	0,6	209 875	151 025	58 849	72
Rwanda	1,9	437 399	219 063	218 336	50
Sainte-Lucie	0,4	184 418	175 218	9 200	95
Saint-Kitts-et-Nevis	0,3	147 600	98 342	49 258	67
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,2	421 951	252 365	169 586	60
Samoa	0,2	344 450	139 650	204 800	41
Sao Tomé-et-Principe	0,1	155 012	123 088	31 924	79
Sénégal	3,6	624 023	451 328	172 695	72
Serbie	5,2	1 110 641	931 807	178 834	84
Seychelles	1,4	540 000	351 375	188 625	65
Sierra Leone	0,4	207 620	175 475	32 145	85
Somalie	1,8	353 746	320 332	33 414	91
Soudan	47,5	4 203 396	2 246 789	1 956 607	53
Soudan du Sud	0,0	20 000	0	20 000	0
Sri Lanka	10,1	1 064 866	593 522	471 344	56
Suriname	0,6	186 742	142 109	44 633	76
Tchad	5,7	489 542	484 522	5 020	99
Thaïlande	255,0	18 424 008	16 924 008	1 500 000	92
Timor-Leste	0,0	404 700	307 674	97 026	76
Togo	7,0	566 894	534 369	32 525	94
Tonga	0,1	324 050	89 723	234 327	28
Trinité-et-Tobago	17,9	1 930 889	1 320 477	610 412	68
Tunisie	16,8	1 837 155	1 025 579	811 576	56
Turkménistan	2,4	812 797	622 105	190 692	77
Turquie	410,7	12 427 419	9 857 428	2 569 991	79
Tuvalu	0,1	168 450	68 063	100 387	40
Uruguay	15,2	1 835 762	995 747	840 015	54
Vanuatu	0,3	360 600	130 406	230 194	36
Venezuela (République bolivarienne du)	28,9	2 488 281	2 285 131	203 150	92
Viet Nam	149,1	10 894 762	8 707 714	2 187 048	80
Yémen	11,6	159 529	159 529	0	100
Zambie	2,5	462 956	202 956	260 000	44
Zimbabwe	12,3	1 288 818	895 969	392 849	70
Région : Asie-Pacifique	0,0	940 000	240 000	700 000	26
Total	11 438,5	815 362 210	637 531 800	177 830 411	78

Annexe III

RAPPORT SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT ET LES ACTIVITÉS DE FACILITATION EN LIEN AVEC LES HFC FINANCÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES D'UN GROUPE DE 17 PARTIES NON VISÉES À L'ARTICLE 5

Contexte

1. Lors de son examen du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2018, le Comité exécutif, à sa 84^e réunion, a chargé le Secrétariat de remettre à la 85^e réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l'état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s'il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, ainsi que des difficultés potentielles pouvant retarder l'achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12(b)).

2. En réponse à la décision 84/12 b), le Secrétariat a remis à la 85^e réunion¹⁹ le rapport supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC en utilisant le modèle actualisé, après avoir intégré les suggestions pertinentes des agences bilatérales et d'exécution.

3. L'information à jour sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC reposant sur les renseignements actualisés remis par les agences bilatérales et d'exécution est présentée ci-dessous.

Rapport sur les projets d'investissement en lien avec les HFC

4. Les agences d'exécution ont remis des rapports de situation détaillés sur la mise en œuvre des projets d'investissement sur les HFC pour l'Argentine, le Bangladesh, la Chine, le Liban, le Mexique et la Thaïlande. Les projets individuels sont résumés dans le tableau 1.

Tableau 1. Sommaire des projets d'investissement en lien avec les HFC

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	Tm éq-CO ₂	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)
Argentine	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a (96,60 tm)	R-600a/R-290	138 069	1 840 755	1 072 038
Bangladesh	PNUD	Compresseurs et réfrigérateurs domestiques	HFC-134a (230,63 tm)	R-600a	329 801	3 131 610	3 131 610
Chine	PNUD	Mousse isolante pour les réfrigérateurs domestiques	Cyclopentane + HFC-245fa (250,00 tm)	Cyclopentane + HFO-1233zd(E)	257 500	1 275 000	1 018 413
Liban	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a/R-404A (112,58 tm)	R-600a/R-290	245 860	1 053 858	1 035 787

¹⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/9

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	Tm éq-CO ₂	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)
Mexique	ONUDI	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a/ R-404A (56,04 tm)	R-600a/R-290	124 657	1 018 123	8 351
Thaïlande ²⁰	Banque mondiale	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a (8,78 tm)	R-600a	12 555	183 514	0
Total			754,64		1 108 442	8 502 860	6 266 199

5. Deux projets (Bangladesh et Liban) ont été achevés; le PNUD a remis un rapport détaillé pour le Bangladesh et l'ONUDI devrait remettre un rapport pour le Liban. Bien que les quatre autres projets avancent à un rythme satisfaisant, la situation entourant la COVID-19 a entraîné des retards dans l'installation finale, la mise en service et la formation du personnel de l'usine. Les agences d'exécution appliquent les mesures nécessaires pour mener ces projets à terme avant le 31 mars 2022

Rapport sur les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC

6. La liste des pays visés à l'article 5 ayant reçu un soutien financier pour les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC est fournie à l'annexe I au présent document, avec l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC, exigés à l'article 4B. Le soutien à la ratification hâtive de l'Amendement de Kigali, la mise en œuvre des activités indiquées au paragraphe 20 de la décision XXVIII/2 visant à établir des arrangements institutionnels de soutien, l'examen des programmes d'octroi de permis, la communication des données sur la consommation et la production de HFC, et la démonstration d'activités ne portant pas sur des investissements telles que la formation et la diffusion d'information, sont les principales raisons justifiant les demandes de financement des activités de facilitation.

Aperçu des progrès dans la mise en œuvre

1. Les activités de facilitation avancent bien dans la plupart des pays, À ce jour, le gouvernement de l'Italie,²¹ la Banque mondiale,²² PNUD,²³ le PNUE²⁴ et l'ONUDI²⁵ ont mené à terme 23 projets en lien avec les activités de facilitation d'ici à 2021. Les agences collaborent avec les pays afin de garantir l'achèvement rapide des activités de facilitation, malgré les contraintes imposées par la Covid-19.

2. Voici un sommaire des activités :

- a) Ratification de l'Amendement de Kigali : Consultations avec les parties prenantes sur les dispositions de l'Amendement de Kigali et les conséquences de sa ratification; rédaction des documents légaux; coordination et diffusion d'information aux différentes parties prenantes; évaluation par les pays des tendances en consommation de HFC et les répercussions de l'Amendement sur les différentes parties prenantes; évaluation des besoins de formation du secteur de l'entretien en introduction de technologies sans HFC et l'utilisation sécuritaire des technologies de remplacement, et des douaniers en suivi et contrôle du commerce des HFC au titre de l'Amendement de Kigali; et participation à l'atelier régional sur la ratification de l'Amendement de Kigali;

²⁰ L'équipement utilisant la technologie de remplacement est en production. Les sommes seront décaissées d'ici la fin de 2020, après la signature de l'accord entre l'intermédiaire financier et le bénéficiaire.

²¹ Lesotho

²² Malaisie et Philippines

²³ Costa Rica, Jamaïque, Pérou et Trinité-et-Tobago.

²⁴ Cambodge, Ghana, Kirghizistan, Liban, Mongolie, Palau, Tonga et Zimbabwe.

²⁵ Afrique du Sud, Albanie, Arménie, Grenade, Mexique, Monténégro, Soudan et Viet Nam.

- b) Élaboration et exécution du programme d'octroi de permis et de quotas : Examen et/ou révision des lois et réglementations, y compris les programmes d'octroi de permis et de quotas d'importation et d'exportation, afin d'y inclure les dispositions de l'Amendement de Kigali; ateliers de consultation sur l'élaboration d'un programme d'octroi de permis²⁶ et de quotas; et consultations sur les mécanismes de suivi de l'offre et l'utilisation de HFC avec les douaniers et les autres parties prenantes;
- c) Soutien à l'exécution d'un programme de collecte de données et de suivi : Création d'un programme de collecte de données sur les HFC; consultations avec les importateurs, les négociants et les autres parties prenantes sur la collecte de données sur les HFC et les mélanges contenant des HFC; exigences en matière d'établissement de rapports et de suivi; mise à jour des codes de suivi du système harmonisé (SH) pour les HFC et les mélanges contenant des HFC; coordination régionale de la mise en place de codes du SH pour les HFC; et achat d'équipement pour identifier les frigorigènes à base de HFC;
- d) Mise en œuvre d'autres activités, y compris la démonstration et la formation : Programmes de formation sur l'utilisation de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG), dont des frigorigènes inflammables, avec le soutien d'experts techniques; programmes de rayonnement pour sensibiliser le public à l'Amendement de Kigali, les HFC, les solutions de remplacement sans HFC utilisées dans différentes applications, l'utilisation de solutions de remplacement à faible PRG, la réglementation sur l'utilisation de HFC et de solutions de remplacement sans HFC et le suivi de l'utilisation des HFC et des substances sans HFC dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien de l'équipement de réfrigération, les institutions gouvernementales et techniques et le public; et différents régimes fiscaux fondés sur le PRG des frigorigènes; et
- e) Activités en lien avec l'efficacité énergétique : Coordination avec les institutions d'efficacité énergétique afin d'inclure les dispositions de l'Amendement de Kigali tout en mettant en œuvre des mesures d'efficacité énergétique (p. ex., normes minimales de performance énergétique, programmes d'étiquetage, amélioration de l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation, participation à l'élaboration de plans de refroidissement afin de promouvoir les technologies éconergétiques à faible PRG, contribution lors de l'élaboration de normes régionales sur l'adoption de technologies éconergétiques)²⁷; encouragement de la participation des parties prenantes de l'efficacité énergétique aux réunions en lien avec l'Amendement de Kigali; promotion de l'efficacité énergétique du refroidissement dans le cadre de mesures sectorielles de promotion de l'efficacité énergétique; formation en technologies de réfrigération et climatisation éconergétiques; démonstration des économies réalisées par les utilisateurs qui adoptent de l'équipement éconergétique; et conception d'équipement de réfrigération et climatisation éconergétique, et de mesures pour accroître l'adoption de technologies éconergétiques.

²⁶ Toutes les Parties sont tenues de mettre en place et d'exécuter un programme d'octroi de permis d'importation et d'exportation de substances réglementées de l'annexe F nouvelles, usées, recyclées ou régénérées avant le 1^{er} janvier 2019 ou dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de ce paragraphe pour leur pays, selon l'éventualité la plus éloignée. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 qui décide qu'elle n'est pas en position de créer et de mettre en place un tel programme d'ici le 1^{er} janvier 2019 peut retarder cette décision jusqu'au 1^{er} janvier 2021.

²⁷ Les gouvernements ont mis en œuvre plusieurs activités sur l'amélioration de l'efficacité énergétique avec et sans le soutien de sources à l'extérieur du Fonds multilatéral. Ces activités évoluent selon des exigences du pays. Ainsi, l'information sur les types de projets est illustrative et non exhaustive.

Principales conclusions et enseignements tirés

3. Les pays ont acquis de l'expérience concernant le processus de ratification de l'Amendement de Kigali et la mise en œuvre des activités de facilitation de la réduction progressive des HFC au cours de la mise en œuvre des activités de facilitation. Elle est résumée ci-dessous :

- a) Le rapport d'évaluation du pays permettant de comprendre les tendances de consommation aide les parties prenantes à définir les mesures à prendre et leurs responsabilités dans l'application de ces mesures, et fournit des recommandations concernant les mesures d'orientation et les activités d'assistance technique qui pourraient servir de carte de route aux pays pour la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali; les lignes directrices sur les méthodes de collecte de données et les questionnaires de sondage/modèles de rapport structurés ont été préparés et communiqués à toutes les parties prenantes concernées; les activités en lien avec les plans d'action sur le refroidissement et l'amélioration de l'efficacité énergétique recevant le soutien des sources de financement à l'extérieur du Fonds multilatéral présentent également des occasions de coordonner et de collaborer à la mise en œuvre de projets pour réduire progressivement les HFC; et les interfaces avec les activités existantes et prévues des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ont été internalisées en analysant les niveaux de consommation de HCFC et de HFC, et en consultant les parties prenantes de l'industrie;
- b) Le renforcement des programmes d'octroi de permis et de quotas afin d'y inclure les HFC et les mélanges contenant des HFC est une action prioritaire pour le suivi et l'établissement de rapports, qui exigent des consultations approfondies avec les institutions compétentes; des mesures ont été entreprises pour garantir l'identification exacte des HFC et des mélanges contenant des HFC, dont la mise au point des codes du SH et la mise en place de méthodes/processus pour une collecte et un suivi exacts des données sur les HFC; la mise en place de programmes en ligne est appréciée par les douaniers et les importateurs car ils leur permettent d'économiser du temps, des coûts et des efforts; le renforcement des capacités et la formation supplémentaire des représentants en collecte et en suivi de données sont aussi des actions prioritaires; et la formation des douaniers et des agents d'exécution ainsi que le renforcement des points de contrôle frontaliers grâce à de l'équipement d'identification sont essentiels afin de prévenir le commerce illicite des HFC;
- c) Le suivi continu auprès des autorités responsables de l'élaboration, de la mise au point et de l'approbation des politiques et réglementations sur les HFC par le Bureau national de l'ozone est essentiel. Comme les activités en lien avec les HFC portent sur un nouveau groupe de substances comprenant des mélanges et des substances de remplacement devant être manipulées avec soin, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de renforcer les capacités des différentes parties prenantes nationales pour la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports, et pour la sensibilisation aux nouvelles politiques et réglementations en vigueur concernant les HFC;
- d) D'importants efforts s'imposent afin d'approuver les réglementations concernant l'adoption de frigorigènes à faible PRG, surtout en ce qui concerne la sécurité; le renforcement des capacités, comprenant la formation et la diffusion de renseignements techniques, est essentiel à l'adoption durable de frigorigènes à faible PRG inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression; et le renforcement des capacités des institutions de formation et techniques, et la formation et la certification des techniciens d'entretien en manipulation de frigorigènes à faible PRG sont essentiels; le regroupement de synergies et d'activités existantes au titre des PGEH peut faciliter l'introduction de solutions de remplacement à faible PRG durables et rentables;

- e) La mise en place de normes minimales de performance énergétique, d'un régime de taxes/droits progressif fondé sur l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation sans HFC et de taxes plus élevées pour les produits à base de frigorigènes à PRG élevé encourage l'industrie à faire la transition à de l'équipement à PRG moins élevé et plus éconergétique; et bien que l'importation d'équipement de réfrigération et de climatisation usagé moins éconergétique ait des conséquences sur la mise en place des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique, plusieurs activités de diffusion d'information et de renforcement des capacités sont menées afin de réduire au minimum ces importations;
- f) La mise en place de normes nationales d'accréditation des techniciens en réfrigération et climatisation contribuera à réduire les HFC émis par l'équipement de réfrigération et de climatisation grâce à l'adoption de bonnes pratiques d'entretien et de pratiques sécuritaires lors de l'entretien de l'équipement à base de frigorigènes inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression.
- g) Le recensement d'experts locaux pour entreprendre des activités exige le soutien continu du Bureau national de l'ozone et pour le renforcement des capacités, et tient compte des besoins/tendances précis de consommation.
- h) Les activités mises en œuvre à ce jour ont élevé le niveau de sensibilisation des parties prenantes et du public quant à l'importance et aux avantages de l'Amendement de Kigali, et offert une perspective des habitudes de consommation des HFC et de l'importance de l'efficacité énergétique lors de la réduction progressive des HFC, en favorisant la participation des parties prenantes à la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali et autres interventions de suivi et de réglementation de la consommation de HFC.

Difficultés possibles

4. Voici les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités de facilitation :
- a) La pandémie de la COVID-19 demeure un obstacle à la réalisation des activités de facilitation dans les délais approuvés pour certains pays visés à l'article 5, surtout en ce qui a trait aux consultations en personne des parties prenantes pour l'élaboration et la mise au point des réglementations sur les HFC, la ratification de l'Amendement de Kigali et l'achèvement des programmes de formation prévus au projet;
 - b) Les retards dans le règlement par voie administrative et le processus d'approbation pour la ratification de l'Amendement de Kigali et la mise au point des réglementations ont créé des difficultés dans certains pays visés à l'article 5; un suivi étroit, le soutien des décideurs du gouvernement, le renforcement des capacités et la diffusion d'information à l'intention des représentants du gouvernement ont aidé à amoindrir les retards;
 - c) La situation politique difficile et les problèmes de sécurité dans certains pays visés à l'article 5 ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets; et
 - d) Des consultations ont été menées pendant la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les exigences d'établissement de rapports, et l'utilisation des HFC et des substances de remplacement sans HFC dans différentes applications (p. ex., la réfrigération et climatisation, la mousse de polyuréthane). L'importance de l'offre de formation et de soutien technique aux techniciens afin de garantir l'adoption sécuritaire des substances de remplacement à faible PRG dans le secteur de la réfrigération et de la

climatisation a été soulignée. La mise en œuvre des activités de formation portant sur l'utilisation sécuritaire des substances de remplacement au titre des PGEH a offert un soutien aux techniciens d'entretien de l'équipement à base de HCFC concernant l'utilisation sécuritaire de substances de remplacement à faible PRG; la mise en œuvre de réglementations et d'autres mesures de soutien concernant l'utilisation sécuritaire d'équipement à base de frigorigènes à faible PRG (p. ex., normes nationales régissant l'importation et l'utilisation d'équipement de réfrigération et climatisation, les programmes d'encouragement pour les utilisateurs finaux concernant l'équipement de réfrigération et climatisation à faible PRG, les programmes de certification des techniciens d'entretien sur les pratiques d'entretien sécuritaires) et les activités de diffusion d'information et de sensibilisation concernant les substances écologiques à faible PRG menées au cours du PGEH ont accru le niveau de sensibilisation des parties prenantes nationales aux technologies à faible PRG, surtout dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation.

5. La formation régulière des douaniers est primordiale à l'application efficace des programmes d'octroi de permis et de quotas et de la réglementation des HFC à cause du fort roulement de personnel chez les douaniers. Les activités de facilitation ont aidé les pays visés à l'article 5 à entreprendre des consultations et la mise en œuvre d'activités sur le suivi de la consommation de HFC et l'adoption de substances de remplacement sans HFC et ont donné lieu à des dialogues sur les méthodes à adopter pour un refroidissement durable et éconergétique pendant la mise en œuvre des activités de réduction progressive des HFC. Les difficultés particulières devant être réglées lors de la réduction progressive des HFC et les synergies à regrouper lors de la mise en œuvre de l'élimination des HCFC et de la réduction progressive des HFC au cours des prochaines années pourront être précisées lorsque les pays visés à l'article 5 entreprendront la préparation de la stratégie de réduction progressive des HFC, à la suite de l'approbation des lignes directrices par le Comité exécutif.

Sommes approuvées et décaissées

6. La somme totale de 23 954 943 \$US a été approuvée pour les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays donateurs, et la somme de 16 347 659 \$US a été décaissée.